



Envoi par courriel

Le mardi 10 janvier 2006

Stephen A. Waddell  
ACTRA  
625 Church Street, 3rd floor,  
Toronto, Ontario M4Y 2G1

Monsieur Wadell,

Vous trouverez, ci-joint, les réponses au questionnaire que vous nous avez fait parvenir dans le cadre du déclenchement des élections fédérales 2005-2006.

Nous espérons que les réponses fournies vous permettront de mieux comprendre notre action politique.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Dominic Labrie  
Cabinet du chef du Bloc Québécois  
3750, Crémazie Est, bureau 307  
Montréal (Québec)  
H2A 1B6

## **ACTRA's three questions for election 2006:**

### **1. Will your party issue an order to the CRTC to impose both content and spending requirements on private broadcasters?**

*Le Bloc Québécois croit que l'actuelle Loi sur la radiodiffusion donne trop de marge de manœuvre au CRTC lors de l'attribution de licence et que le contenu francophone et le contenu canadien tendent à en être les principales victimes. Le dossier de la radio par satellite en est un exemple éloquent. On se rappellera d'ailleurs que dans ce dossier, comme dans tant d'autres, seul le Bloc Québécois a défendu jusqu'au bout les intérêts des créateurs.*

*Force nous est de constater que l'aspect Industrie prime de plus en plus sur l'aspect Patrimoine dans les décisions du CRTC. Le Bloc Québécois entend ramener le créateur au cœur des décisions du CRTC.*

### **2. Will your party commit to increased, stable support for the Canadian Television Fund, Telefilm and the CBC?**

*Le Bloc Québécois s'est battu au comité du Patrimoine dans le dossier de la reconnaissance du cinéma québécois. Peine perdue. Alors que celui-ci fait 18, 4% d'entrées en salle, alors qu'arrive sous peu des films comme Bon cop, bad cop, le Québec reste une partie régionale du marché francophone du cinéma canadien. Cette non-reconnaissance, dénoncée dans le rapport sur la politique cinématographique, nuit au développement de programmes adaptés aux différents défis des cinémas canadiens et québécois.*

*Le Bloc Québécois demande donc un financement stable de Téléfilm et de la Société Radio-Canada, mais demande aussi la création d'un fonds du long métrage documentaire ainsi qu'une majoration du fonds du long métrage.*

### **3. Will your party keep the current limits to foreign ownership of our airwaves to ensure that Canadians control our broadcasting industry?**

*La levée des restrictions sur la propriété étrangère dans le domaine des télécommunications et de radiodiffusion représente une véritable menace pour la culture québécoise. En effet, devant les mutations technologiques qui caractérisent les activités dans ces domaines, les entreprises de télécommunication sont devenues des entreprises de distribution de contenu. Dans un tel contexte, il est illusoire de penser que l'augmentation de la part du capital étranger dans les entreprises de télécommunication à plus de 46,7 % n'aura pas d'impact sur le contenu de nos télévisions, de nos radios et de nos journaux. Bref, la levée des restrictions sur la propriété étrangère dans le domaine des télécommunications, c'est le bradage de notre culture ! Jaloux de préserver, d'enrichir et de développer notre patrimoine culturel, le Bloc Québécois s'y oppose fortement et travaillera toujours en ce sens.*